



Bulletin d'Information de l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal



18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 823 81 24 • Fax : (221) 822 23 45
<http://dakar.usembassy.gov> • Numéro 86 • Novembre 2007

Les titres

Stratégie de réduction de la pauvreté : Les Etats-Unis décaissent près de 23 milliards de FCFA

Ligne de garantie de crédit de 10 millions de dollars de l'USAID en faveur des petites et moyennes entreprises

17 véhicules et un lot de manuels scolaires offerts par l'USAID au Ministère de l'Education

M. Al Gore lauréat du prix Nobel de la paix

Des essais financés par l'USAID prouvent l'efficacité du biopesticide Green Muscle à faibles doses

Les États-Unis sont le premier donateur mondial d'aide alimentaire

Un nouveau film présente les États-Unis aux visiteurs étrangers

Célébration du Mois de l'Héritage Hispanique à Dakar

Stratégie de réduction de la pauvreté : Les Etats-Unis décaissent près de 23 milliards de FCFA

Le Sénégal vient de bénéficier, au titre de l'année 2007, d'une subvention totale de plus de 22,7 milliards de FCFA (48 millions de dollars) par la signature des conventions avec l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

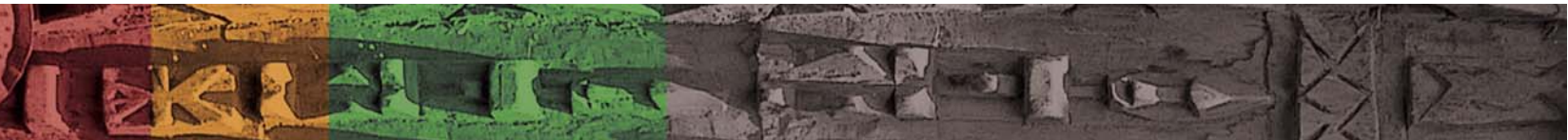
En effet, le 21 septembre 2007, Monsieur Jay T. Smith, Chargé d'Affaires, a.i., de l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal, Monsieur Kevin Mullally, Directeur de l'USAID/Sénégal et Monsieur Abdoulaye Diop, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances du Sénégal ont signé les accords de subvention pour l'année 2007.

Ceci représente une hausse de 18% par rapport au financement de l'année dernière. L'USAID a augmenté sa contribution, pour l'année 2007, de 7,2 millions de dollars par rapport à l'année 2006. Cette hausse est liée au renforcement du programme de l'USAID dans les secteurs de l'éducation, particulièrement dans l'enseignement moyen, et de la santé, surtout dans la lutte contre le paludisme au Sénégal.

.../...



M. Kevin Mullally et M. Abdoulaye Diop échantent les accords de subvention



.../...

Au cours des quatre dernières années, la contribution de l'USAID au développement du Sénégal s'est chiffrée à plus de 37 millions de dollars en moyenne. Cette nouvelle stratégie vise la réduction de la pauvreté, conformément aux priorités du Sénégal.

Ces subventions concernent :

- La croissance Economique : 7.262.155 dollars (environ 3 milliards 450 millions FCFA) destinés à renforcer la croissance économique à travers des réformes pour le développement, la gestion de ressources naturelles, la promotion des échanges, et l'appui aux entreprises et aux partenariats public-privé.
- La Santé : 29.029.622 dollars (environ 13 milliards 789 millions FCFA) pour la santé maternelle et infantile, la lutte contre le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et le renforcement des services au niveau communautaire.
- L'éducation : 10.760.207 dollars (environ 5 milliards III millions FCFA) essentiellement pour la construction et l'équipement de collèges de proximité, la formation des principaux et des professeurs et la participation communautaire à la gestion de l'école.
- Le programme Casamance : 890.070 dollars (environ 423 millions de FCFA) pour promouvoir la paix dans cette région.



M. Kevin Mullally entouré de Mme Robin Diallo (Conseillère aux Affaires publiques) et de M. Abdoulaye Diop

Ligne de garantie de crédit de petites et moyennes entreprises

Le gouvernement américain, à travers l'Agence américaine pour le développement international (USAID), vient de signer le mercredi, 26 septembre 2007, un accord de ligne garantie de crédit de 10 millions de dollars (soit près de 5 milliards de F CFA) avec trois banques commerciales, destiné à promouvoir l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises (PME). Ces banques sont Attijari Bank, Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO), et Ecobank/Sénégal.

L'accord a été signé par Monsieur Kevin J. Mullally, le nouveau Directeur de USAID/Sénégal, et les directeurs des trois banques concernées : M. Pape Abdoul Mbaye, Attijari Bank ; M. Patrick Mestrallet, CBAO, et M. Kassi Ehouman, Ecobank.



M. Kevin Mullally entouré de Messieurs Abdoul Mbaye de Attijari Bank et de Kassi Ehouman de Ecobank

Le 10 millions de dollars de l'USAID en faveur des petites et moyennes entreprises

Le mécanisme de garantie des prêts mis en place par l'USAID/Sénégal est destiné à promouvoir l'accès au crédit bancaire des petites et moyennes entreprises, particulièrement celles actives dans les secteurs identifiés dans la stratégie de croissance accélérée (SCA) que sont l'agriculture et l'agro-industrie, la pêche et les produits de la mer, le tourisme, les industries culturelles et l'artisanat d'art, le textile et l'habillement, ainsi que les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Le mécanisme est prévu pour une durée de 7 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention avec les banques, prévue en fin Septembre 2007.

L'USAID garantit un maximum de 50% du prêt, et cette garantie est couverte par le Trésor américain. Le montant maximum d'un prêt est de 300 millions de FCFA pour une



Ecobank



M. Jay Smith, Chargé d'Affaires prononçant son discours

durée maximale de 5 ans. La durée minimale d'un prêt couvert par la garantie est de 12 mois.

« Le Gouvernement des Etats-Unis a accepté d'assumer une part du risque parce que nous croyons beaucoup en l'initiative privée et, notamment celle portée par les petites et moyennes entreprises qui au Sénégal représentent plus de 80% des entreprises et génèrent plus de 90% des emplois du secteur privé mais qui malgré tout constituent le parent pauvre du financement bancaire, » a noté M. Jay T. Smith, Chargé d'affaires, a.i., Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Sénégal.

« Nous avons espoir que l'existence de cette Garantie permettra à des PME qui, outre mesure, n'auraient pas pu accéder à un financement bancaire, de pouvoir désormais en bénéficier après avoir satisfait aux conditions de rentabilité de leur projet et aux exigences de gestion vertueuse de leur organisation, » a-t-il ajouté.

17 véhicules et un lot de manuels scolaires offerts par l'USAID au Ministère de l'Education

Dans le cadre de l'Initiative d'éducation pour l'Afrique (Africa Education Initiative) du Président Bush pour la période 2003-2010, l'USAID, en partenariat avec le Ministère de l'Education et l'Université Cheikh Anta Diop, a déjà élaboré et livré environ 700.000 manuels et ouvrages d'appoint à l'enseignement élémentaire. Ces ouvrages portent sur la lecture, l'expression linguistique, les mathématiques et les sciences. Cette assistance va se poursuivre pour l'enseignement moyen ; environ 400.000 livres de mathématiques et de physique et chimie seront livrés aux collèges d'enseignement moyen du Sénégal pour la rentrée scolaire 2007/2008.



Poignée de mains entre M. Kevin Mullaly et M. Moustapha Sourang



M. Sourang recevant des manuels scolaires des mains de M. Mullaly

Financé par l'USAID et exécuté par l'AED (Academy for Educational Development), l'USAID/PAEM est un projet à travers lequel le gouvernement des Etats-Unis appuie le Sénégal dans la mise en œuvre de sa politique d'éducation, au niveau de l'enseignement moyen.

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre du Programme Décennal de l'Education et de la Formation (PDEF), a construit 30 collèges de proximité (18 CEM construits et 12 réhabilités) dans les trois régions cibles de Fatick, Kolda et Tambacounda.

L'USAID/PAEM va construire dans ces mêmes régions 5 nouveaux collèges et réhabiliter deux, puis s'étendra à la région de Ziguinchor où cinq autres CEM seront construits et deux autres réhabilités. Ces collèges entièrement équipés, visent d'une part l'accès à l'enseignement moyen surtout pour les filles, et d'autre part, la qualité des enseignements et apprentissages.

Le don de véhicules permettra aux bénéficiaires d'avoir une certaine mobilité dans l'exercice de leurs fonctions, notamment dans les domaines suivants :

- Formation des professeurs et chefs d'établissement
- Inspection des professeurs et chefs d'établissement
- Collecte de données statistiques
- Visite et suivi de chantiers de construction
- Mobilisation sociale au profil des filles
- Contrôle de l'utilisation rationnelle des ressources humaines, matérielles et financières mises à la disposition des établissements.

M. Al Gore lauréat du prix Nobel de la paix

En remportant le prix Nobel 2007 de la paix, l'ancien vice-président Al Gore rejoint les rangs de nombreux politiciens et militants américains dont l'œuvre a été récompensée par le comité Nobel. Il partage ce prix avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), un organe international regroupant des scientifiques de plus de 100 pays.

Parmi les précédents lauréats américains du prix Nobel de la paix, on peut citer le président Théodore Roosevelt (1906) ; le président Woodrow Wilson (1919) ; le secrétaire d'État Cordell Hull (1945), considéré comme le « père des Nations unies » ; Martin Luther King (1964), célèbre défenseur des droits civils ; le secrétaire d'État Henry Kissinger (1973), qui partagea le Prix avec le ministre des affaires étrangères du Vietnam de l'époque, Le Duc Tho ; enfin le président Jimmy Carter (2002).

M. Gore a reçu ce prestigieux prix pour son œuvre de défense de l'environnement, incarnée notamment par son film documentaire « Une vérité qui dérange », qui lui a valu un Oscar. Le principal argument avancé dans le film, à savoir que les activités humaines, et surtout les émissions de gaz carbonique, menacent l'environnement naturel de la planète, est désormais largement accepté par les milieux scientifiques et les gouvernements, y compris celui de M. Bush.

« Le vice-président a contribué à attirer l'attention sur le changement climatique », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Fratty. « Les scientifiques du GIEC ont fait un travail remarquable pour appliquer la rigueur scientifique aux questions relatives au changement climatique (...) La prochaine étape (...) consiste à mettre en œuvre des stratégies efficaces et pratiques permettant (...) aux pays de faire ce qu'il faut pour sortir les gens de la pauvreté. »

Bien que les recommandations spécifiques du GIEC sur l'environnement se soient parfois écartées de l'approche du gouvernement Bush, les investissements du gouvernement fédéral des États-Unis dans la recherche sur le climat ont contribué à l'élaboration des rapports du GIEC, ont indiqué des responsables américains.

Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et par le Programme des Nations unies pour l'environnement. La délégation des États-Unis au GIEC comprend des experts de l'Administration nationale de

l'aéronautique et de l'espace (NASA), de l'Administration nationale des études océaniques et atmosphériques (NOAA) et du département d'État.

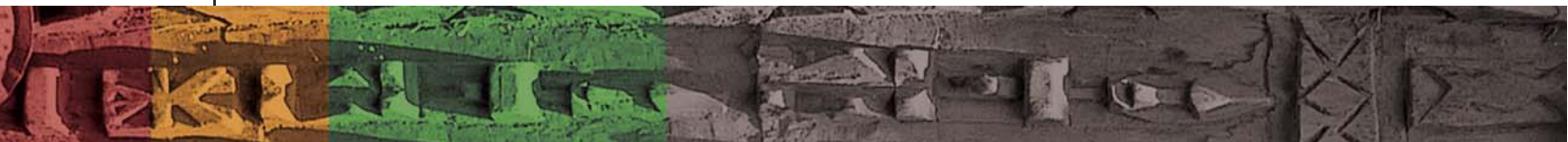
Composé de plus de deux mille spécialistes, le GIEC ne fait pas de recherche proprement dite, mais rassemble et analyse les données fournies par d'autres organisations, dont le Programme scientifique des États-Unis sur le changement climatique, qui a déjà versé quelque 9 milliards de dollars dans divers projets.

Dans un commentaire diffusé en février dernier sur un rapport récent du GIEC, le ministère de l'énergie des États-Unis déclare que ce rapport « confirme ce que le président Bush a dit au sujet de la nature des changements climatiques et réaffirme le fait que les États-Unis doivent poursuivre leurs travaux de premier plan relatifs aux questions climatiques ».

Selon ce même ministère, les États-Unis ont jusqu'ici consacré plus de fonds - près de 29 milliards de dollars - que tout autre pays à la recherche scientifique et technique et à des programmes internationaux d'aide et d'incitation visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Al Gore lauréat du Prix Nobel de la paix



Des essais financés par l'USAID prouvent l'efficacité du biopesticide Green Muscle à faibles doses

Des essais récemment menés au Sénégal, sur financement de l'USAID, ont abouti à une réduction de 90% des sauteriaux, par l'application de faibles doses de Green Muscle, un biopesticide économique.

C'est une nouvelle importante pour le Sénégal et ses voisins du Sahel qui doivent engager, chaque année, le combat pour anéantir ces déprédateurs ou prévenir leurs infestations.

Ces essais entrent dans le cadre d'un programme d'assistance de l'USAID d'un montant de 3,1 millions de dollars en faveur des agriculteurs et pasteurs de la région, suite aux infestations de 2004 qui avaient détruit les récoltes et appauvri des milliers de familles rurales.

Green Muscle est un produit biologique développé grâce au soutien de bailleurs internationaux sur une période de 10 ans ; produit à partir de spores d'une maladie fongique spécifique aux criquets et sauteriaux, il est maintenant commercialisé ; il est aussi enregistré dans neuf pays d'Afrique de l'Ouest dont le Sénégal ; il ne présente aucun danger pour les autres insectes, les oiseaux ou animaux. A la dose actuellement recommandée de 50g de spores/ha par pulvérisateur manuel, camion ou avion, son usage reste plus coûteux que les

pesticides chimiques classiques, mais les récents essais indiquent que ce coût pourrait être réduit de moitié en diminuant ladite dose de moitié, sans compromettre l'efficacité.

L'USAID/Sénégal a appuyé les essais menés par la Direction de la Protection des Végétaux (DPV) du Sénégal, consistant à appliquer de faibles doses de Green Muscle, en vue de promouvoir son usage économique dans le cadre de vastes campagnes d'épandage. En effet, une équipe de la DPV vient de séjourner pendant cinq semaines à Khelcom pour y appliquer le Green Muscle et mesurer ses effets. Elle a découvert qu'en appliquant une demi-dose, on obtient le même effet. Ainsi, sur les parcelles traitées, la densité des populations de sauteriaux a chuté de 50% en 10 jours et de 95% après 3 semaines.

« Ces essais nous ont permis de constater qu'il est possible de réduire significativement le coût des biopesticides » soutient Aminata Badiane, Spécialiste en Agriculture et Ressources Naturelles à l'USAID/Sénégal. Et Mme Badiane de poursuivre : « les biopesticides sont particulièrement efficaces contre les jeunes sauteriaux et criquets qui dévorent tout sur leur passage ».



Pour Kémo Badji, entomologiste à la DPV et chef de l'équipe de recherche, le Sénégal dispose actuellement d'assez de Green Muscle pour traiter 30.000 ha. Convaincu de la valeur du produit, il ajoute : « le Sénégal gagnerait énormément à utiliser le biopesticide, en termes de santé et d'économie », rappelant que le produit est sans danger et ne s'applique qu'une seule fois, contrairement aux pesticides chimiques qu'il faut appliquer plusieurs fois pour une seule campagne.

Etant donné que le Green Muscle provient de spores d'un champignon qui ne tue que les criquets et sauteriaux, il ne présente aucun danger pour les autres organismes. Les spores provenant d'une application de Green Muscle se développent à l'intérieur d'un criquet ou d'un sauteriau et finissent par le tuer, mais cette maladie ne peut se développer dans d'autres organismes. Les pesticides chimiques classiques ont un effet rapide mais ils peuvent nuire aux environnements sensibles puisqu'ils sont toxiques à de nombreux organismes. Les biopesticides tels que le Green Muscle ont, par contre, un effet plus lent puisqu'ils constituent des maladies et non des poisons.



Lorsque les pesticides chimiques sont répandus sur de grandes superficies au cours d'une invasion acridienne, les populations non cibles échappent difficilement aux effets des poisons. Mais puisque le Green Muscle n'attaque que les criquets et sauteriaux, il convient parfaitement aux environnements sensibles tels que les forêts et parcs nationaux, ou pour le traitement de vastes superficies. Ainsi, il n'empoisonne même pas les oiseaux qui mangent des sauteriaux qu'il a tués. Les insectes bénéfiques tels les abeilles sont aussi épargnés, et il n'est pas non plus nécessaire d'éloigner le bétail des zones traitées pendant au moins trois jours, comme c'est le cas pour les pesticides chimiques.

Les essais menés à Khelcom font partie de plusieurs activités de la DPV financées par l'USAID/Sénégal pour promouvoir une utilisation opérationnelle des biopesticides contre les sauteriaux et criquets au Sénégal. Ils s'inscrivent dans le cadre du programme de recherche collaborative de lutte intégrée contre les ennemis des cultures, géré par American University de Virginia Tech.

L'on espère qu'au fur et à mesure que Green Muscle devient plus économique, il sera plus fréquemment utilisé par les services de protection des végétaux des pays d'Afrique de l'Ouest. De même, plus la DPV du Sénégal utilisera le Green Muscle dans ses opérations ordinaires de lutte antiacridienne, mieux se sera pour l'environnement du pays.

Les résultats des essais seront envoyés au Comité Sahélien des Pesticides (CSP) à Bamako au Mali. Et une fois ces résultats validés par le CSP, les autres pays de la sous-région pourront commercialiser le Green Muscle à faible dose.

Les États-Unis sont le premier donateur mondial d'aide alimentaire

Plus de la moitié de l'aide alimentaire mondiale est fournie par les États-Unis. Mais acheminer vers les pays en développement l'aide alimentaire provenant des exploitations agricoles américaines est parfois une tâche écrasante. Organiser le transport compliqué des champs aux centres d'aide alimentaire met en jeu un certain nombre d'acteurs disparates, y compris des organisations internationales, des législatures nationales, l'industrie agricole et ses lobbys, des organisations non gouvernementales et des groupes de pression. Et seules quelques grandes organisations fournissent des conseils sur la façon de procéder. Qui y participe ?

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) : L'USAID, qui administre le programme des Vivres pour la paix, est le principal organisme gouvernemental américain qui fournit une aide alimentaire humanitaire aux pays en voie de développement. Ce programme a célébré son cinquantième anniversaire en 2004. Il avait été créé initialement à la fois pour enrayer la faim et la malnutrition qui sévissaient dans certaines des régions les plus pauvres du monde, et pour aider l'agriculture américaine. Son mandat officiel est défini dans la Public Law 480 (Title II), qui charge l'USAID de faire des dons à des organismes partenaires, par exemple des organisations non gouvernementales, dans le cadre de programmes d'aide alimentaire d'urgence tant à court qu'à long terme. Des lois promulguées au fil des ans ont élargi et défini sa mission. En 2006, les États-Unis ont fourni pour 2,2 milliards de dollars d'aide alimentaire à 82 pays en voie de développement, ce qui fait d'eux le plus gros fournisseur mondial de ce type d'aide.

Le ministère américain de l'agriculture (USDA) : L'USDA collabore étroitement avec l'USAID dans l'exécution des programmes d'aide alimentaire du gouvernement des États-Unis, mais il met davantage l'accent sur les aspects commerciaux de l'aide alimentaire humanitaire, en ce qui concerne à la fois les producteurs américains et l'agro-industrie des pays en voie de développement. L'USDA est responsable des accords commerciaux internationaux et des négociations relatives à l'assistance alimentaire. Des experts internationaux de l'USDA sont affectés dans plus de 90 pays et ce ministère a également des bureaux commerciaux agricoles dans les principaux marchés pour servir les exportateurs américains et les acheteurs étrangers.

Les Nations unies : Les principaux acteurs des Nations unies sont le Programme alimentaire mondial (PAM),

l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international pour le développement agricole et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Tout appel en faveur d'une aide alimentaire d'urgence, que ce soit pour les victimes de tremblements de terre ou pour les réfugiés de guerres civiles, émanera vraisemblablement du Programme alimentaire mondial, qui est la mieux connue des agences de l'Onu spécialisées dans la lutte contre la faim. Le PAM est le premier à répondre à toute crise alimentaire survenant dans le monde.

Le Programme alimentaire mondial, qui a son siège à Rome, distribue de l'aide alimentaire à près de 88 millions de personnes, le tiers de cette aide allant à des projets de



développement et les deux tiers restants à des opérations d'urgence, de secours et de relance. Le PAM collabore avec des groupes multilatéraux et bilatéraux, avec des pays intéressés, et avec des sociétés et des fondations pour recueillir et distribuer des vivres et autres produits.

Les autres agences de l'ONU se concentrent sur les causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et sur leur solution. La FAO s'emploie à identifier les causes de la faim dans les zones rurales et à y remédier. Elle aide les pays à moderniser leur secteur agricole pour leur permettre de nourrir leur population. Le sous-comité consultatif de l'écoulement des excédents, qui a été établi par la FAO, tente de disposer adéquatement des excédents de produits alimentaires en facilitant les dons aux pays qui ont besoin de vivres et dans

lesquels ces vivres peuvent être utiles sans y perturber les courants commerciaux normaux.

Le Fonds international de développement agricole accorde des prêts à faible taux d'intérêt ainsi que des dons pour financer l'amélioration de l'agriculture. À ce jour, environ 10 milliards de dollars ont été investis dans des projets agricoles ruraux. Le PNUD traite un certain nombre de problèmes de développement, dont la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Les Organisations non gouvernementales/Organisations bénévoles privées (ONG/OBP) : Les ONG et les OBP jouent un rôle de premier plan en nourrissant les personnes affamées dans les situations d'urgence et autres. Leurs agents sont les personnes que les téléspectateurs voient généralement sur le terrain, dans des situations dangereuses ou désespérées, distribuant de la nourriture aux personnes dans le besoin. Certaines des organisations les plus connues sont le Secours catholique, CARE, Oxfam et World Vision, mais des douzaines d'autres organisations moins en vue interviennent dans les pays en proie à l'insécurité alimentaire.

Les entreprises et fondations : Les sociétés nationales et internationales attirent de plus en plus l'attention sur leurs efforts - ou ceux de leurs fondations - dans la lutte contre la faim dans le monde. La responsabilité sociale des sociétés est le slogan accrocheur qu'on utilise pour décrire de tels efforts qui fournissent généralement les biens et l'expertise dont ont besoin les pays en voie de développement. Quelques grandes fondations sont célèbres, comme la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates. Certaines sociétés ont trouvé des mécanismes qui leur permettent de s'associer avec des gouvernements et avec des organisations bilatérales et multilatérales pour distribuer leurs largesses. C'est ainsi que Land O'Lakes, importante coopérative agricole américaine, collabore avec l'USAID.

L'Initiative présidentielle des États-Unis contre la faim en Afrique a été annoncée en 2003. Elle entre dans le cadre des efforts qu'ils déploient pour tenir l'engagement pris aux sommets du G8. Dans le cadre de cette initiative, les États-Unis, par le truchement de l'USAID, œuvrent à la réforme de l'agriculture en Afrique sub-saharienne au titre du Programme général de développement agricole de l'Afrique.



Un nouveau film présente les États-Unis aux visiteurs étrangers

Bientôt, dans deux grands aéroports des États-Unis, les voyageurs venus de l'étranger pourront voir un court métrage sur les États-Unis et leur peuple.

« Nous avons pensé qu'il serait souhaitable d'accueillir les gens par de belles images les incitant à explorer l'Amérique », a déclaré le directeur du film, M. Federico Tio, un immigrant cubain.

« Welcome : Portraits of America » (Bienvenue : portraits de l'Amérique) a été créé par Walt Disney Parks and Resorts et offert au département d'État et au ministère de la sécurité intérieure. À partir du 23 octobre, le film, d'une durée de sept minutes, sera projeté à l'aéroport international de Dulles, près de Washington, au Bush Intercontinental Airport de Houston, et dans les consulats des États-Unis dans le monde entier. Dans quelques mois, le film sera également disponible sur tous les vols internationaux à destination des États-Unis.

« La beauté naturelle des États-Unis a été notre point de départ », a dit M. Tio. C'est un grands pays qui a encore de « très grands espaces libres » et qui, de ce fait, peut offrir aux visiteurs habitués à des milieux urbains plus confinés des sensations nouvelles. « Nous avons utilisé beaucoup d'images aériennes » pour donner une idée des proportions épiques de nos parcs nationaux tels que le Grand Canyon dans l'Arizona et la Vallée des monuments à la frontière entre l'Utah et l'Arizona, où se situe l'action de nombreux westerns.



Salva Dut, entouré d'immigrants soudanais

« Nous avons recherché des images saisissantes. Nous voulions capturer non seulement la majesté de nos paysages, mais aussi la vitalité de nos villes. »

Dans une scène, la fameuse aiguille de l'espace de Seattle, une fantaisie architecturale de l'ère de la conquête de l'espace construite pour l'Exposition universelle de 1962, domine les gratte-ciel voisins, sa silhouette familière illuminée contrastant avec le ciel nocturne. Une autre scène mémorable présente le bâtiment Chrysler de New York, un exemple impressionnant du style art déco, dont la tour brillante est recouverte d'acier inoxydable.

Le film présente également un mélange éclectique de personnages : des agriculteurs du Midwest, un surfeur, des enfants amérindiens, un musicien de la rue, une infirmière tenant un nouveau-né, un éleveur sur son cheval, des participants au Mardi gras à La Nouvelle-Orléans, une showgirl de Las Vegas et un imitateur d'Elvis Presley, entre autres.

M. Tio a déclaré que les gens qu'il avait rencontrés durant le tournage étaient souvent aussi remarquables que les paysages. Ils ont eu, pour la plupart, une réaction positive à l'idée de participer au film, même s'il a fallu user d'un peu de persuasion pour certains.

Il se souvient surtout de deux personnes dont l'histoire l'a particulièrement captivé parce qu'ils incarnent le rêve de succès de tout immigrant en Amérique. L'un est Raphaël Rodriguez - que l'on voit en train d'inspecter du raisin dans un vignoble de Californie - né au Mexique. « Il a émigré aux États-Unis et cultive le même lopin de terre dans la vallée de Napa depuis des années. »



Raphael Rodriguez, émigré aux États-Unis, incarne le succès du rêve américain

Célébration du Mois de l'Héritage Hispanique à Dakar

Pour marquer le Mois de l'Héritage Hispanique, l'Ambassade des Etats-Unis au Sénégal a organisé le vendredi 26 octobre 2007 une soirée Salsa avec le groupe Baobab.

Le Mois de l'Héritage Hispanique est le moment de la célébration des multiples contributions culturelles, politiques, économiques et sociales des 35 millions d'Américains d'origine hispanique vivant actuellement aux Etats-Unis. L'observation de la semaine hispanique a commencé en 1968 sous le Président Lyndon B. Johnson.

Sous la présidence du Président Ronald Reagan en 1988, la semaine hispanique est devenue le Mois de l'Héritage Hispanique par décret présidentiel. Ce mois couvre la période du 15 septembre au 15 octobre.

Le 15 septembre a été choisi comme le point de départ parce que c'est l'anniversaire de l'indépendance de cinq pays latino-américains : Costa Rica, Le Salvador, Le Guatemala, Honduras et Le Nicaragua. En outre, Le Mexique et Le Chili célèbrent leur indépendance les 16 septembre et 18 septembre, respectivement.



Le groupe Baobab en pleine prestation



Vue d'une partie des invités dont Mme Aminata Sow Fall (au centre en boubou mauve)

Quoi de neuf sur le site de l'ambassade ?

L'ambassade des Etats-Unis vous souhaite la bienvenue à sa nouvelle page web, version anglaise, logée dorénavant à l'adresse <http://dakar.usembassy.gov>. Vous y trouverez toutes les informations relatives aux activités de la mission diplomatique américaine au Sénégal, aux différentes politiques américaines et aux affaires consulaires. La version française de cette nouvelle page web sera bientôt disponible ; pour l'instant il vous suffit juste de cliquer sur l'onglet « français » pour accéder à la page habituelle.



The screenshot shows the homepage of the U.S. Embassy in Dakar, Senegal. The browser address bar displays <http://dakar.usembassy.gov/>. The page features a navigation menu with categories like "Embassy News", "U.S. Citizen Services", and "Visas to the U.S.". A search bar is located in the top right corner. The main content area is divided into several sections:

- EMBASSY HIGHLIGHTS**: Includes a "Roundtable Discussion with American Corner Partners in Louga" with a photo of a group of people.
- LATEST HEADLINES FROM THE EMBASSY**: Contains three news items:
 - USAID Signs Loan Agreements With Senegalese Banks**: A paragraph about loan guarantees for small and medium-sized enterprises.
 - Poverty Reduction Strategy: The U.S. Signs Agreements worth 48 million US dollars**: A paragraph about economic growth, health, and education.
 - Army General Nominated to Head New U.S. Africa Command**: A paragraph about General William E. Ward.
- American Dream Still Alive and Well for Immigrants**: A paragraph about economic mobility for immigrants.

On the right side, there are three vertical panels:

- SPOTLIGHT -**: Features a photo of two women and the text "PORTRAITS OF AMERICA".
- KEY EMBASSY LINKS -**: A list of links including "Chargé d'Affaires a.i.", "U.S. Citizen Services", "Visas", "Offices of the Embassy", "Opportunities", "USG Reports on Senegal", "USAID", "Peace Corps", "American Information Center", and "Photo Galleries".
- OTHER INFORMATION -**: A list of topics including "Latest", "African Issues", "Response to Terrorism", and "The U.S. and The Middle East".
- MONTHLY MAGAZINE -**: Promotes the "Panorama #85 - October 2007 (PDF - French)".

The footer of the page shows the time "Terminé" and weather information: "Maintenant: Généralement ensoleillé, 28° C", "Ven: 29° C", and "Sam: 25° C".

Panorama

Directeur de la publication : Chad CUMMINS

Rédacteur en chef : Oumar WATT

Composition : Angelita MENDY

Conception - Réalisation : POLYKROME

18, avenue Jean XXIII • BP 49 Dakar Sénégal

Tél. (221) 823 81 24 • Fax: (221) 822 23 45

<http://dakar.usembassy.gov>

